

SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Aisne"



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19. Le décret n°2020-1328 du 2 novembre 2020 précise les modalités de l'aide dans le cadre du reconfinement. Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



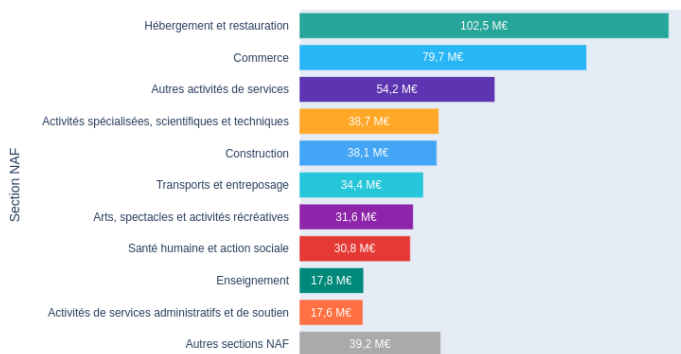
Montant total : 9 095 041 001 euros

Nombre d'aides : 5 565 747

Nombre d'entreprises : 1 803 842

Niveau Régional : Hauts-de-France

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



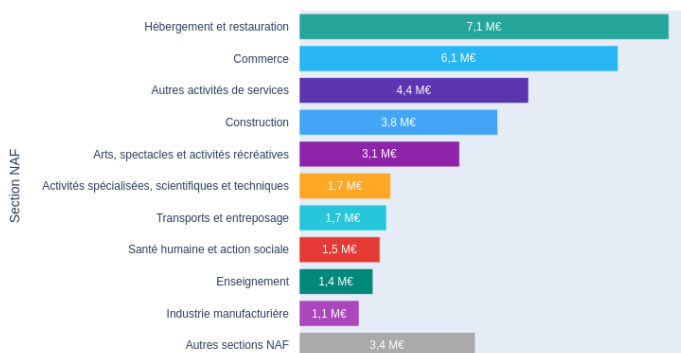
Montant total : 484 718 086 euros

Nombre d'aides : 301 373

Nombre d'entreprises : 102 336

Niveau Départemental : Aisne

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 35 259 709 euros

Nombre d'aides : 22 396

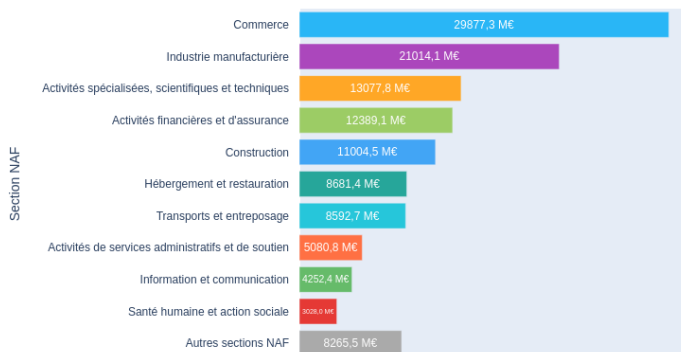
Nombre d'entreprises : 7 820



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

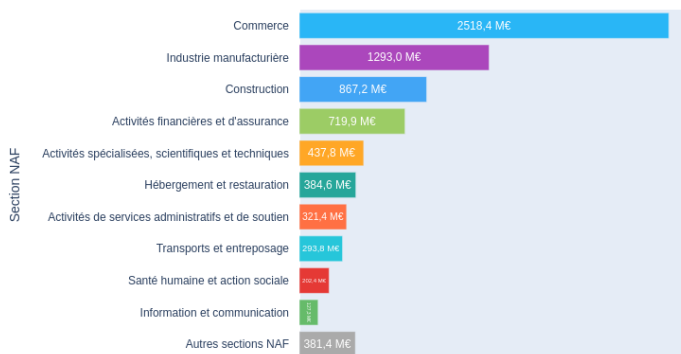


Montant total : 125 263 589 582 euros

Nombre de prêts : 616 955

Niveau Régional : Hauts-de-France

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

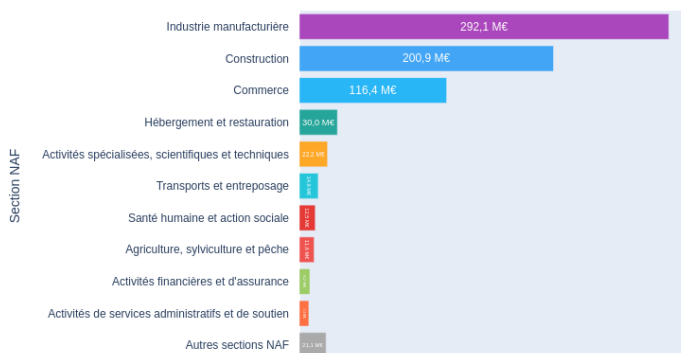


Montant total : 7 547 354 877 euros

Nombre de prêts : 36 803

Niveau Départemental : Aisne

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 737 411 826 euros

Nombre de prêts : 2 864



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)

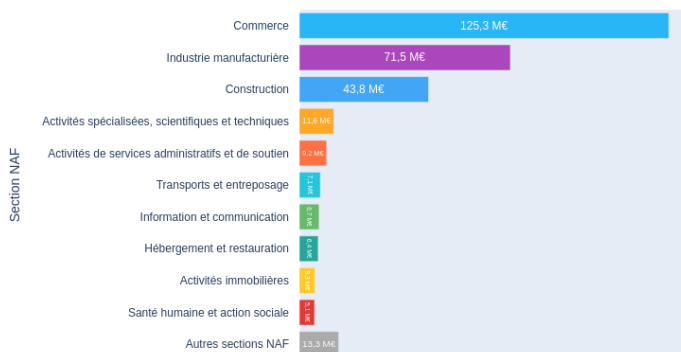


Montant total : 3 110 451 941 euros

Nombre de reports : 78 640

Niveau Régional : Hauts-de-France

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)

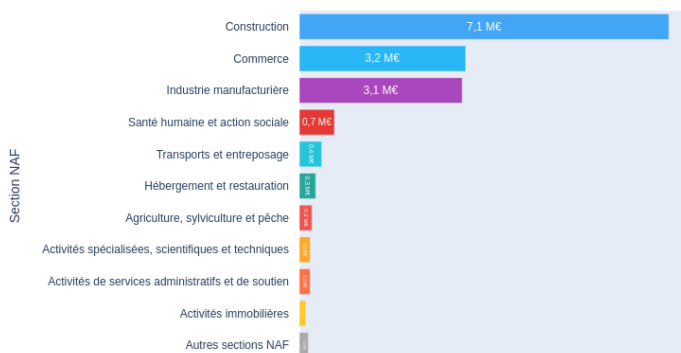


Montant total : 305 187 381 euros

Nombre de reports : 4 922

Niveau Départemental : Aisne

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 15 808 466 euros

Nombre de reports : 239



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Hauts-de-France

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)

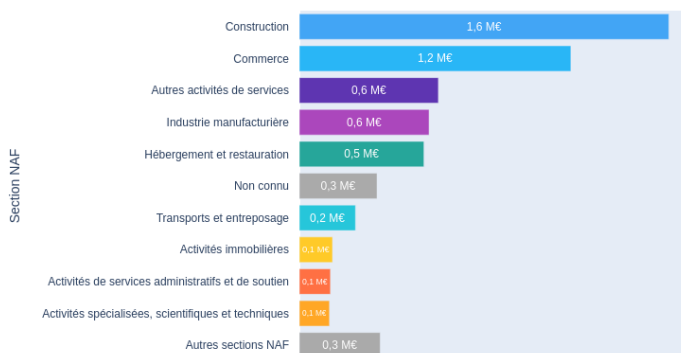


Montant total : 62 451 226 euros

Nombre d'aides : 77 625

Niveau Départemental : Aisne

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 5 744 356 euros

Nombre d'aides : 7 112



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National

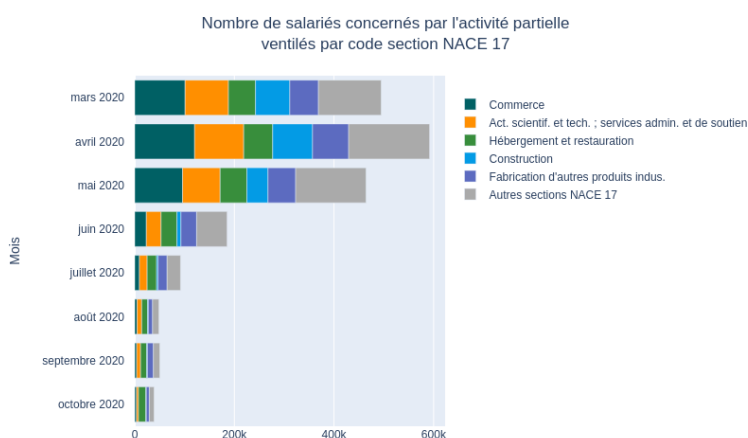


Nombre de demandes : 127 455

Nombre de salariés : 630 565

Heures demandées : 36 989 000

Niveau Régional : Hauts-de-France



Nombre de demandes : 8 690

Nombre de salariés : 40 455

Heures demandées : 1 857 340